



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA SARTHE

Service origine :
Préfecture

Secrétariat Général

*Direction Des Relations
Avec les Collectivités Locales*

Bureau de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ n°2012226-0023 du 13 août 2012
portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2012205-0006 du 23 juillet 2012 relatif à
l'approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT)
du site de la Société des Dépôts Pétroliers de la Sarthe implanté sur la commune du Mans

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-15 à L.515-25, D.125-29 à D.125-34 et R.515-39 à R.515-50 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.126-1, L.211-1, L.230-1 et L.300-2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

VU le décret n° 2005-935 du 2 août 2005 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU les arrêtés préfectoraux n°07-1402 du 28 mars 2007 et n°2011020-0002 du 1er février 2011 autorisant la société Total Raffinage Marketing à exploiter un dépôt pétrolier situé chemin de la Foucaudière sur la commune du Mans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-0676 du 23 février 2009 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques autour du site Total Raffinage Marketing au Mans et ses arrêtés de prorogation n° 10-4529 du 16 août 2010 et n° 2012045-0001 du 16 février 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011160-0011 du 9 juin 2011 autorisant le changement d'exploitant du dépôt pétrolier du Mans ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012080-0021 du 3 avril 2012 prescrivant des mesures complémentaires de réduction du risque à la société SDPS pour son dépôt pétrolier du Mans"

VU l'arrêté préfectoral n° 2012205-0006 du 23 juillet 2012 relatif à l'approbation du PPRT de la SDPS située au Mans ;

VU le dossier présenté par la société SDPS proposant la mise en œuvre des mesures de réduction des risques et comprenant les transmissions des 27 sept 2010, 28 mars 2011, 23 mai 2011 et 24 oct2011,

CONSIDERANT que la note de présentation présente les enjeux et aléa de la surpression avec les mesures supplémentaires ;

CONSIDERANT que le zonage réglementaire retenu a été obtenu à partir des cartes d'aléa ;

CONSIDERANT que le règlement ne comprend pas d'annexe 1 relative aux intensités de l'effet de surpression ;

CONSIDERANT en conséquence d'une part que la nécessité d'une telle annexe apparaît superfétatoire, et d'autre part que le renvoi à cette annexe doit être considéré comme une erreur matérielle ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le renvoi, article 4, à une annexe 1 du règlement, relative aux intensités de l'effet de surpression est annulé.

ARTICLE 2 :

Un exemplaire du présent arrêté est adressé aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescription n°09-0676 du 23 février 2009 prescrivant l'élaboration du PPRT.

Cet arrêté est en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe et affiché pendant un mois à la préfecture de la Sarthe, et en mairies du Mans, d'Allonnes et d'Arnage;

Un avis concernant l'approbation de ce plan de prévention des risques technologiques sera inséré, par les soins du préfet, dans les journaux Ouest France et Le Maine Libre.

ARTICLE 6 :

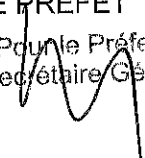
Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification soit d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe, soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de

Nantes, dans le délai de 2 deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité.

ARTICLE 7 :

La secrétaire générale, le directeur de Cabinet, les maires des communes du Mans, d'Allonnes et d'Arnage, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, le directeur départemental des territoires de la Sarthe sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Magali DEBATTE